

Toiles @ penser

Cahiers d'éducation permanente de

La Pensée et les Hommes



L'avenir de l'université

Cahier n° 2006-04-008

Connaissez-vous nos publications ?

Nous publions annuellement trois dossiers thématiques et un numéro « Varia ».

Dans sa nouvelle conception, notre revue paraît annuellement sous la forme de trois livres brochés qui comptent chacun environ cent pages et regroupent le point de vue d'une dizaine de spécialistes du sujet traité.

Chaque volume ambitionne de faire le point sur une question relative à la philosophie et à la morale de notre temps ou de traiter en profondeur un sujet qui intéresse les défenseurs des idéaux laïques. Aussi, tout naturellement, nos numéros ont pris place dans la collection « Espace de Libertés » qu'édite le *Centre d'Action Laïque*.

Comment s'abonner à nos publications ?

En effectuant un versement au profit du compte :

000-0047663-36

de *La Pensée et les Hommes* Asbl

Le prix de l'abonnement annuel s'élève à 25 € (pour trois volumes thématiques et un numéro de « Francs-Parlers ») ou plus pour un abonnement de soutien. Si votre domicile implique un envoi par voie aérienne, majorez s'il vous plaît votre versement de 5 €.

L'avenir de l'université

Avec la collaboration de Jean-François BACHELET

La réflexion provient d'un constat porté par un universitaire qui, bien que n'étant pas enseignant ni chercheur, s'interroge sur le fait que, dans une période de mutation, l'université semble continuer à s'interroger sur tout le monde qui l'entoure, à poser des questions, à créer des connaissances, à les transmettre, mais, paradoxalement, ne semble pas s'interroger sur elle-même, sur son propre statut, les conditions de son existence et de son avenir, sinon à travers des méthodes de gestion et les enjeux de l'administration classique.

Donc au départ de ce constat-là, pourquoi l'université, qui veut se définir par rapport au savoir, cherche-t-elle à éloigner cette interrogation d'elle-même ?

Un des paradoxes de l'université est qu'elle est fondée sur une idée assez extraordinaire, celle de l'universalité du savoir, autrement dit celle d'un savoir qui n'a de validité que par rapport aux autres éléments de connaissance qui l'entourent. Ce qui sous-entend encore de mesurer chaque appréhension du monde qui nous entoure à l'aune, non seulement de nos propres capacités, mais aussi de ce que les autres en ont comme perception.

Cette universalité tend à être battue en brèche dans la manière dont l'université évolue. Ce n'est pas qu'une question politique, c'est aussi une question d'évolution des sciences. Le problème se pose de savoir comment l'université va gérer à l'avenir cette tension et ce paradoxe. Sera-t-elle encore possible telle qu'elle était conçue au départ, autour d'une idée d'universalité d'abord, mais de relatif désintéressement de ce savoir ?

On peut penser qu'à la Renaissance, les universitaires qui enseignaient les sciences maîtrisaient l'ensemble des connaissances scientifiques. Aujourd'hui, au sein d'une section, la faculté des Sciences

par exemple, les sciences physiques, les sciences chimiques, la biologie, il y a une telle spécialisation des chercheurs et des enseignants, des enseignants-chercheurs, puisque le professeur est un enseignant, mais aussi par nécessité un chercheur – et cette hyperspécialisation segmente la vie de l'universitaire, ce qui fait que même au sein d'une même faculté, les gens ne sont pas nécessairement toujours capables d'appréhender l'évolution de la science, de la discipline et de la méthode relativement l'une par rapport à l'autre.

C'est là un deuxième paradoxe : il faut pour l'université répondre au défi de l'accroissement du volume des connaissances. Il semble que le savoir augmente de manière exponentielle, peut-être pas de manière équivalente dans toutes les disciplines, mais il est sûr que le mythe de Pic de La Mirandole n'est plus d'actualité aujourd'hui. On ne peut plus tout savoir, pour autant que l'on ait jamais pu d'ailleurs tout savoir. Cet enjeu de spécialisation contre l'universalité du savoir se joue peut-être moins à l'échelle de l'université qu'à l'échelle des humanités qui, elles, sont censées préparer les esprits à une indispensable confrontation aux différentes disciplines du savoir, pas forcément d'y connaître tout mais de savoir au moins que d'autres formes de réflexion, d'autres formes d'approche existent, de montrer qu'à travers ces diversités d'appréhension du réel, nous avons à faire à un réel complexe et que l'homme doit « faire », doit s'arranger avec cette complexité.

L'université ne peut pas échapper à la spécialisation, mais elle ne peut plus s'appuyer, comme elle pouvait éventuellement le faire avant, sur des étudiants, des chercheurs ou des enseignants qui sont, autant qu'avant, formés à une conception diversifiée du réel.

Le problème actuel de l'université, c'est que l'on exige d'elle tout et son contraire, pour autant qu'il y ait un modèle d'université défini, ce dont on peut douter. On demande actuellement à l'université d'être l'institution qui sache tout régler, qui puisse donner des diplômes aux jeunes, qui permette à ceux qui sont déjà sortis de l'université de faire des formations complémentaires, qui donne la possibilité aux étudiants de s'épanouir, de voyager en Europe, au cas où ils n'auraient pas eu l'occasion de le faire avant d'entrer à l'université, qui donne l'occasion

L'avenir de l'université

aux entreprises de développer des brevets trouvés par des chercheurs de l'université, donc de faire de l'argent, de financer toute une série de projets, de développer des emplois. Ce n'est probablement pas viable à terme. Là se trouve probablement la troisième contradiction de l'université actuellement : dans un espace qui majoritairement à travers le temps a toujours été consacré à la réflexion, on est en train de demander une rentabilité et un pragmatisme immédiat et rentable, à la fois en terme d'emploi et en terme simplement financier.

Un recteur de la fin du XIX^e siècle se plaint, et c'est une constante au cours du temps, de ne pas avoir suffisamment de moyens, mais il n'en parle pas comme on en parle aujourd'hui, il dit : il est honteux qu'à notre époque les professeurs d'université n'aient même pas de bureaux dans lesquels réfléchir et méditer.

On est bien loin d'une vision de la science telle que celle-là actuellement, on est au contraire dans l'urgence et dans la production de savoir et surtout dans sa rentabilisation à flux tendu.

Interrogez beaucoup d'universitaires techniciens, dans les disciplines susceptibles d'applications directes, ils diront : nous n'avons plus la possibilité, compte tenu des contraintes des contrats avec les entreprises, nous n'avons plus véritablement la possibilité de réfléchir, et nos recherches ne sont plus des recherches fondamentales, ce sont des recherches aux trois quarts orientées. Le déséquilibre va grandissant et est lié à des problèmes techniques et matériels au sens large. La recherche fondamentale coûte de plus en plus cher, dans les disciplines pointues s'entend, probablement dans les autres aussi.

La manière dont les sciences humaines sont, du fait du système et du discours dominant ambiant, de plus en plus négligées, va provoquer un déficit social, intellectuel et démocratique. Le fait que la recherche fondamentale devienne de plus en plus complexe, difficile, appelle un matériel de plus en plus lourd, de plus en plus coûteux, de plus en plus sophistiqué.

Et les universités n'ont plus toujours les moyens de se payer elles-mêmes ce matériel de recherche, ce qui impose évidemment de rationaliser les rapports entre les universités pour ne pas multiplier les

moyens. Mais cela fait aussi que la recherche fondamentale aurait parfois, dans certains secteurs, tendance à sortir de l'université pour intégrer le domaine du privé. C'est le cas de la pharmacie ou de la médecine.

L'université n'innove en rien dans ce domaine. L'on constate le même genre de phénomène dans tous les autres secteurs de la vie sociale : ce qui a auparavant été service public tend à être privatisé. Claude Javeau explique que l'université, au départ, est une institution suprafonctionnelle : en gros, on ne se pose pas la question de son utilité au départ, elle est là. Elle est comme l'Église ou l'armée, elle est. On considère qu'il est mieux qu'elle soit là plutôt qu'elle n'y soit pas.

Cette suprafonctionnalité est actuellement battue en brèche : il faut, sous des prétextes de rigueur budgétaire, de rationalité, de bonne gestion et surtout de rentabilité, que l'université rende des comptes. La solution pour certains, c'est qu'elle soit gérée comme une entreprise. Et si on ne fait pas de l'argent, c'est que l'institution est mal gérée. On peut imaginer évidemment toutes les dérives qu'il peut y avoir à partir de là, puisque l'université n'est pas censée se cantonner à des disciplines et à des secteurs d'activités par essence rentables et commercialisables.

Sur le papier, en théorie du moins, le programme Erasmus est une grande avancée sociale ; en effet, l'Europe se construira dès le moment où les Européens commenceront à se connaître et à voyager en Europe. En réalité, l'esprit d'Erasmus, de la circulation des étudiants, est effectivement très généreux, mais sur le terrain, les choses ne se passent pas toujours de manière aussi extraordinaire. Pas mal d'étudiants rapportent, quand ils ont un peu de recul par rapport à leur expérience, qu'on ne les a pas notés aussi durement, on n'a pas eu les mêmes exigences... et ils commencent à se poser des questions sur le fait de savoir si la manière dont leurs connaissances ou leurs études ont été sanctionnées équivaut effectivement à ce que cela aurait été s'ils étaient restés dans leur université d'origine.

Il est difficile de juger la situation actuellement, parce que le système est encore trop récent. Il faudra peut-être plusieurs dizaines d'années pour en apprécier la portée, mais l'ouverture de l'université,

L'avenir de l'université

l'assouplissement de toute une série de mesures, l'enseignement de masse, le fait que les étudiants circulent à gauche et à droite, ont la possibilité d'apprendre d'autres langues, mais sans les maîtriser aussi totalement que leur langue maternelle, tout cela risque peut-être de contribuer à une forme de dévalorisation des diplômes universitaires, avec en corollaire une fuite vers le haut pour une élite qu'il sera malgré tout toujours nécessaire de former.

Erasmus va tout à fait dans le sens d'une université qui s'est ouverte, d'un enseignement de masse, mais comme l'a dit très justement un sociologue, ce qui est rare est cher, et inversement. On a maintenant de plus en plus de mal à faire reconnaître à leur juste valeur des diplômes universitaires sur le marché de l'emploi, en raison de leur abondance. Ce qui induit que le diplôme le plus recherché va se trouver dans une fuite en avant vers ce que les Français appelleraient Bac +11 ou 12, ou vers des postes de doctorat dans des universités prestigieuses, de manière à pouvoir se démarquer de l'enseignement de masse.

On en est peut-être moins conscient en Belgique, mais c'est vrai qu'en France, là où les grandes écoles coexistent ou plutôt écrasent le système universitaire, le système universitaire français en pâtit un petit peu.

Redonner un statut très fort aux universités passe avant tout par un financement des universités. Et là on en vient à évoquer non plus le problème de l'université, mais un problème de société au sens extrêmement large. Si l'université a des moyens, a les moyens de certaines ambitions, pourquoi ne pas croire à la concrétisation de ses ambitions ? Mais si l'université est responsable, sous le couvert d'une autonomie de gestion qui est quand même un piège relatif, peut-on imaginer qu'elle arrive à assumer sa survie autrement qu'en gérant de manière à avoir un maximum de rentrées ? Comment peut-elle éviter un certain mercantilisme qui l'amènerait à attirer le chaland, à faire plus de publicité que les autres, à être plus brillante, médiatiquement parlant qu'intellectuellement parlant ?

Ce danger guette. On voit bien, aux Etats-Unis, les discriminations qui existent entre les établissements de haut niveau et

les autres ; nous avons dans nos pays la chance d'avoir des établissements qui, étant sous un régime public relativement égalitaire, ont tous des qualités fort semblables. Si on en arrive à laisser une autonomie de gestion quasi totale aux établissements, il ne fait pas de doute que l'on en arrivera bientôt aux palmarès et nationaux et internationaux et à l'élitisme.

On peut ajouter à cela le fait que Bologne va de pair avec la multiplication des passerelles entre l'enseignement supérieur non universitaire et l'enseignement universitaire proprement dit. Que cela va aussi de pair avec une popularisation des formations tout au long de la vie, le fameux « life learning ».

Le danger, c'est de se retrouver de plus en plus souvent dans des situations où il y aura dans l'université deux vitesses et une dévalorisation des diplômes. Il y a d'abord la multiplication des diplômes et leur vulgarisation au sens négatif du terme, et deuxièmement le fait que des personnes qui ont des formations différentes vont se retrouver à la fin de l'université avec probablement des attentes, des pratiques d'études et des capacités forcément différentes (sans juger sur la qualité du fond) ; et on va donc établir, de manière contrainte et forcée, une discrimination entre les diplômes. Cela profitera peut-être, dans un premier temps, à ceux qui ont fait un graduat, mais au bout du compte, tout le monde risque d'y perdre.

Il reste néanmoins des raisons d'espérer : vieille institution européenne, l'université a réussi à survivre, parce qu'elle a réussi à évoluer. Elle conserve un très fort potentiel d'évolution. Mais c'est une institution lourde et, comme toutes les institutions lourdes, sa réactivité est lente. Beaucoup de gens réagiront, ne manqueront pas de pointer du doigt certains excès, certaines dérives possibles, proposeront des solutions d'adaptation. Dans le mouvement général de l'évolution sociale, le discours dominant du tout-au-marché, de la rentabilisation de tout, de l'être humain, de ce qu'il pense et de ce qu'il est, ne peut pas éternellement courir vers un extrême et il faudra à un moment donné que l'on en revienne à d'autres perspectives peut-être un peu plus

L'avenir de l'université

humanistes et que l'université, à ce moment-là, commencera à marcher, marchera plutôt à nouveau dans ce sens-là.

Il ne faut pas oublier qu'au XIX^e siècle l'université a été l'affaire des philosophes.

Pour de plus amples informations :

BACHELET (Jean-François), *L'université impossible, le savoir dans la démocratie de marché*, Espace de Libertés, Collection « Liberté, j'écris ton nom ».

La Pensée et les Hommes, émission télévisée des 20 et 26 février 2005 (réf. 4258).

**Vous souhaitez être tenu(e) au courant
de nos programmes d'émissions
télévisées et radiophoniques ?**

**Rien de plus simple,
Renseignez-nous votre adresse de courriel
Et nous vous enverrons mensuellement nos
programmes détaillés**



LA PENSÉE ET LES HOMMES ASBL

Avenue Victoria, 5 - 1000 Bruxelles

Tél. 02/640.15.20 - Fax 02/650.35.04

pensees.hommes@swing.be

www.lapenseeetleshommes.be

Avec le soutien du ministère de la Communauté française